

Aff N°: 21285914

N° chrono: 5

Date: 16/06/21

PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

Déconstruction de la Vigie LANVEOC (29)

MAITRE D'OUVRAGE

ESID DE BREST
BCRM de Brest - CC16 -
29240 BREST CÉDEX 9



apave

mission de confiance

Conducteur d'opération

ESID DE BREST
BCRM de Brest - CC16 -
29240 BREST CÉDEX 9
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE**PHASE DE CONCEPTION**

APAVE NORD OUEST SAS - Brest
CHIPPAUX DAVID
37 avenue du Baron Lacrosse
ZAC de Kergaradec
CS 80166
29803 BREST CEDEX 9

PHASE DE REALISATION

APAVE NORD OUEST SAS - Brest
CHIPPAUX DAVID
37 avenue du Baron Lacrosse
ZAC de Kergaradec
CS 80166
29803 BREST CEDEX 9

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	16/06/21	PGC établi : En cours de consultation des entreprises	5

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général simplifié de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général simplifié de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

Risques (Arrêté du 25.02.03)	Exemples de travaux - Liste indicative - Remarques
Chute de hauteur de plus de 3 m.	<ul style="list-style-type: none"> ■ charpente, toiture, étanchéité, pylône, château d'eau, pont, ... ■ montage, démontage, utilisation d'échafaudages, de PEMP(1), de PIR (2) ■ tranchées de grande profondeur, excavations, terrain escarpé, falaises, ...
Risques d'ensevelissement ou d'enlèvement	<ul style="list-style-type: none"> ■ tranchées, fouilles, excavations, travaux en pied de talus, ... ■ travaux à proximité de stockages de matière pulvérulente, liquide, ... ■ sols mouvants, fosses, silos, ...
Risques électriques : <ul style="list-style-type: none"> ■ contact avec des pièces nues sous- tension > à la TBT (50V. alternatif) ■ à proximité de lignes aériennes ou enterrées (HTA - HTB) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ rappels (alternatif) : HTA < 50 KV - HTB > 50 KV ■ travaux sur installations électriques au voisinage de pièces nues sous tension ■ levage, manutention, montage d'éléments préfabriqués ■ utilisation de PEMP(1), de semi, de bennes, d'échafaudages, ... ■ terrassement, creusement, tranchées, forages, sondages, ... ■ travaux en façade d'immeuble
Retrait ou confinement d'amiante friable	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux impliquant un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation ■ travaux sur : calorifuge, flocage, bourre / carton d'amiante, tresse, bourrelet, textile, feutre, enduits, plâtre amianté / mortier ■ travaux de retrait avant démolition ■ travaux de fixation, d'imprégnation, d'enclassement y compris sur installations et équipements industriels, ...
Exposition à des substances chimiques ou agents biologiques nécessitant une surveillance médicale particulière	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux énumérés par les arrêtés du 11/07/77 ou du 11/05/82 (secteur agricole). Exemples : poussières d'amiante, de bois, de silice, d'ardoise, plomb, peinture par pulvérisation, agents cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, agents biologiques pathogènes (égouts, abattoirs, aéro- réfrigérants, ...)
Démolition, déconstruction, réhabilitation impliquant les structures porteuses, d'un ouvrage ou partie d'ouvrage (Volume initial supérieur à 200m3)	<ul style="list-style-type: none"> ■ démolition totale ou partielle d'ouvrage ■ réhabilitation totale ou partielle
Montage ou démontage d'éléments préfabriqués lourds	<ul style="list-style-type: none"> ■ tous travaux au sens de l'article R.4534-103 du code du travail ■ éléments faisant partie intégrante de la construction : éléments préfabriqués en béton ou métalliques, pré-dalles, charpentes, poteaux, panneaux, etc.
Mise en œuvre d'appareils de levage de capacité supérieure à 60 tonnes mètres	<ul style="list-style-type: none"> ■ grue à tour ou mobile capable de lever 20 tonnes à 3 mètres ou 10 tonnes à 6 mètres ou 3 tonnes à 20 mètres, etc.
Reprise en sous-œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ■ tous types de travaux de reprise en sous-œuvre ■ voir article R.4534-26 du code du travail
Travaux exposant à des radiations ionisantes	<ul style="list-style-type: none"> ■ radiographies de soudures, rayons X, etc.
Risques de noyade	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux au dessus ou à proximité de l'eau : ponts, quais, piscines, berges, bacs, bassins de rétention, stations d'épuration, ...
Travaux en plongée appareillée et travaux en milieu hyperbare	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux subaquatiques : travaux fluviaux, maritimes, dans les ports, piscines, écluses, ... ■ travaux en air comprimé (percement de tunnel, locaux, enceintes ou volumes pressurisés (surpression > 0,1 bar - essais, épreuves, recherche de fuites, ...)
Travaux de puits, terrassements souterrains, tunnels	<ul style="list-style-type: none"> ■ voir les articles R.4534-40 et suivants du code du travail
Usage d'explosifs	<ul style="list-style-type: none"> ■ travaux publics - démolitions d'immeubles
Autre risque détecté après analyse, en concertation avec le maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> ■ interférences avec un établissement en activité : risque industriel majeur, interface avec présence de public, réseaux ferré, routier, etc.

(1) PEMP : plate-forme élévatrice mobile de personnes - (2) PIR : plate-forme individuelle roulante

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	7
1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION	7
2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS	9
2.1. MISSION CONTRACTUALISEE TARDIVEMENT	9
3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	10
3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	10
3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	11
3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	15
3.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	16
4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	23
4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	23
4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	23
4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	24
4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	25
4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	26
4.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	28
4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	28
5. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	36
5.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	36
6. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	38

6.1. ORGANISATION DES SECOURS	38
7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	39
7.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	39
8. ANNEXES	40
8.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	40
8.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	44
8.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	44
8.4. CALENDRIER DES TRAVAUX	44
8.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	44
8.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	44
8.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	44
8.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	45

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1 Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

Déconstruction de la Vigie - LANVEOC (29)

Descriptif de l'opération :

Déconstruction de la vigie,
zone d'intervention localisée au dernier niveau d'un ouvrage en exploitation.

Calendrier :

Date début des travaux : Non communiqué

Durée totale des travaux : 5 mois

Planning - Phasage de l'opération :

Phasage à réaliser en concertation avec le représentant de la maîtrise d'ouvrage, le représentant de l'établissement, les entreprises pour réaliser le chantier sans interférence avec l'établissement.

Effectifs :

Effectif moyen prévisible : 3

Effectif pointe prévisible : 5

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2 Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3 Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4 Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux
- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Interdiction de survol

- Evaluation de risque d'exposition aux champs électromagnétiques (contact PCREM de la BAN de Lanvéoc) adapté à la zone d'intervention

- Etude de sol (adapté à la mise en oeuvre d'une grue)

- Rapport de repérage amiante avant travaux

- Rapport de repérage plomb avant travaux

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence d'opérations menées par d'autres maîtres d'ouvrages

Présence du public, des usagers

1.1.5 Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Interdiction de survol

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence d'opérations menées par d'autres maîtres d'ouvrages

Présence du public, des usagers

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS



2.1. MISSION CONTRACTUALISEE TARDIVEMENT

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
10	<p>DISPOSITIONS PARTICULIERES A PRENDRE - MISE A NIVEAU DES MESURES DE COORDINATION SPS</p> <p>Dispositions à prendre par le maître d'ouvrage</p> <p><u>Contractualisation du PGC</u></p> <p>Afin d'assurer une bonne mise en oeuvre de la coordination SPS sur votre chantier, nous vous rappelons que le PGC doit être rendu contractuel au même titre que les autres documents du marché (cf article R4532-44 du code du travail : " le plan général de coordination est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.....").</p>	Maître d'ouvrage		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
43	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>	Tous interv.		Durée chantier
63	<p>Utilisation du personnel intérimaire</p> <p>Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, - que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, - que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires. 	Entrep. concernée		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
70	<p>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</p> <p>La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes :</p> <p>A la charge du prestataire de service : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier.</p> <p>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité, - accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales, - présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre, - autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant. 	Entrep. concernée		Durée chantier

79	Fournisseurs - Livreurs Lorsqu'une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu. Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.	Entrep. concernée		Durée chantier
74	Déclaration de sous-traitants Pour les demandes d'agrément des sous-traitants émises en phase travaux, elles devront être remises 3 semaines avant intervention de l'entreprise sous traitante , à la Maîtrise d'ouvrage, à la Maîtrise d'oeuvre et copie au Coordonnateur SPS. Le Maître d'ouvrage transmettra au CSPS l'accord de soustraitance signé.	Entrep. concernée		Durée chantier
	DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER Dispositions particulières à l'opération			
42 	Opération réalisée dans l'établissement maritime de Lanvéoc Poulmic, il appartient à chaque entreprise de réaliser les modalités d'accès préalablement à la réalisation du chantier et suivant les modalités communiquées par le représentant de la maîtrise d'ouvrage.	Toutes entrep.		Avt arriv. Ent
113 	L'accès au site de l'EMLP est soumis à contrôle d'accès, Les travaux se dérouleront sur un site militaire par conséquent les ouvriers devront être en possession d'un laissez passez fourni par l'administration militaire, A l'issue des travaux, les laissez-passer et clés d'accès à certains locaux seront restitués à l'administration militaire Respecter le règlement intérieur en usage sur le site de l'Etablissement Maritimes de Lanvéoc Poulmic (EMLP) pendant la durée des travaux, Accès à la toiture, au chantier, par l'établissement en activité.	Toutes entrep.		Durée chantier

3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER			
	Organisation générale			
54	<p><u>Projet de plan d'installation de chantier</u></p> <p>Préciser sur un plan d'installation de chantier :</p> <p>Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier</p> <p>Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site.</p> <p>L'emplacement des clôtures de chantier.</p> <p>Les accès au chantier.</p> <p>Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules.</p> <p>Les aires d'attente et de retournement des camions et engins.</p> <p>Les zones de manoeuvre des véhicules et engins</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins.</p> <p>Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.).</p> <p>Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution.</p> <p>La position des téléphones de secours et des points de rassemblement.</p> <p>La position des moyens de secours contre l'incendie.</p> <p>Le positionnement de la grue</p> <p>Le plan d'installation de chantier doit prendre en compte les particularités de l'établissement maintenu en activité et plus particulièrement le maintien des accès des services de secours et d'assistance à personne.</p> <p>APAVE conseille de soumettre, pour approbation, le projet de plan d'installation de chantier au représentant de la BAN LANVEOC</p>	DEMOLITION DECONSTRUC		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
117		Maître d'oeuvre		av travaux
	CLOTURE DE CHANTIER			
61	<p>Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien.</p> <p>Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</p>			Avant interv.
32	<p>Caractéristiques générales</p> <p>Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie:</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week end,...). d'un ensemble de collier ou de bride de fixation pour liaisonner les panneaux entre eux de panneaux "chantier interdit au public" de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire d'une cloison séparative pour isoler le chantier de l'établissement maintenu en activité <p>Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.</p>	DEMOLITION DECONSTRUC		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée




118	En complément de la clôture extérieure nous demandons l'installation dans l'ouvrage d'un cloisonnement temporaire pour interdire l'accès au chantier depuis l'escalier avec signalisation "chantier interdit au public".			
PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES				
	Aires de chantier			
80	<u>Plateforme pour mise en station d'engin de levage mobile</u> Afin de faciliter les opérations de levage, définir selon étude de sol, une ou plusieurs plateformes de mise en station des engins mobiles de levage.	Maître d'oeuvre		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
69	Aire de stationnement des véhicules des salariés du chantier Les véhicules des entreprises stationnent au plus près de la zone de chantier sur les places prévues à cet effet.	Toutes entrep.		Ph. préparation
7	<u>A l'extérieur du chantier</u> Seuls les véhicules de chantier seront admis dans l'enceinte du chantier pour approvisionner le chantier en matériaux. Les salariés stationneront leurs véhicules personnels à l'extérieur du chantier, aux emplacements indiqués, mis à disposition des entreprises. Maintenir la disponibilité de la zone interdite au stationnement réservée aux service de secours et d'assistance à personne.	Tous interv.		Durée chantier
PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES				
	Branchements			
57	<u>Coffrets divisionnaires - composition et répartition</u> La répartition des coffrets électriques se fera en fonction de la configuration du chantier et en respectant les principes suivants: <ul style="list-style-type: none"> Les postes de travail seront à moins de 25 m du coffret le plus proche Ils comporteront (équipement minimum) un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A+ T et 1 prise 3x20 A+ T ainsi qu'un arrêt d'urgence normalisé. Ils seront suspendus ou sur pieds. Ils seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. En cas de besoin, l'entreprise mettra à disposition de ses salariés un coffret ou des coffrets complémentaires d'alimentation électrique. Ces coffrets ne seront pas éloignés de plus de 25 ml du point de raccordement. La connexion sera compatible avec les prises existantes sur le chantier.	ELECTRICITE		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
18	Installations sanitaires <u>WC, urinoirs, lavabos</u> <u>Point vu à la réunion du 16/04/2021 :</u> Mise à disposition des sanitaires et du point d'eau de lavage des mains de l'établissement. Les entreprises veillent à restituer les installations en parfait état de propreté.	Maître d'oeuvre	Toutes entrep.	Durée chantier
48	ZONE DE CANTONNEMENT Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.	Maître d'ouvrage		Durée chantier

23	Installations communes de vie collective Sur les petits chantiers les ouvriers disposent : <ul style="list-style-type: none"> d'un accès à des toilettes d'un point d'eau d'un lieu pour déposer leur matériel et leurs vêtements et – idéalement – puissent utiliser un micro-ondes. Il est également possible d' équiper les camion de chantier de casiers servant de rangement et de vestiaire, clairement identifiée et séparée de la zone utilisée pour transporter le matériel.	Toutes entrep.		Durée chantier
45	<u>Vestiaires</u> Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté. <u>Vu en réunion du 16/04/2021:</u> Les locaux situés au niveau inférieur à la zone en chantier seront mis à disposition des entreprises	Toutes entrep.		Durée chantier
6	Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages) L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, vestiaires) sera nettoyé quotidiennement et selon l'évolution des préconisations de sécurité sanitaire définies par l'OPPBTP en période d'épidémie de coronavirus Covid 19. Ces travaux de nettoyage feront l'objet d'un contrat avec une entreprise extérieure qui sera imputé au compte prorata. Dans la négative, APAVE conseille le maître d'oeuvre d'organiser le nettoyage avec un roulement entre les différentes entreprises présentes en fonction du planning. Retranscrire les actions de nettoyage réalisées sur une feuille d'émargement.	A désigner Maître d'oeuvre	Référents Covid 19 des entreprises Toutes entrep.	Durée chantier
81	Cantonnement installé dans les locaux existants Lorsque le cantonnement est installé dans des locaux existants, les installations électriques, les installations de production et de distribution d'eau chaude et froide, de chauffage, de ventilation et d'assainissement, d'éclairage, de protection et de lutte contre l'incendie doivent être conformes aux dispositions réglementaires applicables aux lieux de travail. Vérifier cette conformité et réaliser les adaptations nécessaires en préalable à la mise en service du cantonnement.	Maître d'oeuvre		Avt arriv. Ent
82	<u>Amiante, plomb, etc...</u> Pour les locaux où seront installés les cantonnements, obtenir en préalable les diagnostics nécessaires (amiante, plomb, etc.), s'il s'agit de bâtiments dont le permis de construire est antérieur au premier juillet 1997. Faire enlever, isoler ou encoffrer les matériaux dangereux (plomb, amiante, etc.) ou friables et faire réaliser des contrôles libératoires avant installation des cantonnements.	Maître d'oeuvre		Avt arriv. Ent
83	<u>Séparation des zones</u> Lorsque le cantonnement est installé dans le bâtiment objet des travaux, installer une séparation physique de la zone de cantonnement de la zone de travaux.	DEMOLITION DECONSTRUC		Ph. préparation
78	Absence d'infirmerie Compte-tenu des effectifs prévisibles, il n'est pas prévu d'infirmerie sur le chantier. Prévoir les moyens nécessaires en matière de Sauveteurs Secouristes du Travail et moyens de premiers secours.	Toutes entrep.		Durée chantier

20	NETTOYAGE DU CHANTIER Chaque entreprise devra : <ul style="list-style-type: none"> en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.) en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc.) Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.	Toutes entrep.		Durée chantier
50	Point particulier Le chantier est réalisé dans un bâtiment en exploitation situé à proximité de pistes pour aéronefs, aussi les entreprises prennent toutes mesures suffisantes et adaptées afin de maintenir le chantier et la zone d'approche du chantier en parfait état de propreté, évacuation des déchets et des gravats à l'avancement. Point de vigilance : Le stockage, l'entreposage de déchets, de matériaux pouvant être déplacés sous l'effet du vent n'est pas autorisé. Prendre toutes mesures suffisantes et adaptées pour éviter les risques, mise en big bag, utilisation de bennes à déchets avec couvercle, évacuation des déchets à l'avancement, ...	Toutes entrep.		Durée chantier
36	MOYENS COMMUNS PREVUS AUX CCTP L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement.	Toutes entrep.		Durée chantier

3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
27	RESEAU ELECTRIQUE BT,HTA,HTB INTERIEUR AUX OUVRAGES Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage, avec des pièces nues sous tension, ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités. Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

16 	Demande de mise hors tension Demander à l'exploitant du réseau de mettre la mise hors tension de ce réseau au niveau du chantier pour une durée de : durée à préciser en fonction du planning prévisionnel et de délivrer "l'attestation de mise hors tension" conformément aux dispositions du code du travail. (R.4534-111 à R. 4534-116). A défaut la consignation du réseau est réalisée par le lot électricité suivant la NF C 18510. Attestation de consignation à afficher sur le chantier et à communiquer au CSPS.	ELECTRICITE		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
67	CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER Circulation routière Pendant les travaux la circulation et le stationnement automobile aux abords du chantier seront maintenus, en tenir compte dans l'organisation du chantier et dans le choix des modes opératoires. Circulation piétonne L'établissement est maintenu en activité, des usagers seront amenés à se déplacer à pied aux abords du chantier: prévoir des dispositifs propres à assurer leur sécurité.	Toutes entrep.		Durée chantier
12 	L'établissement est maintenu en activité, des usagers seront amenés à se déplacer à pied aux abords du chantier: prévoir des dispositifs propres à assurer leur sécurité.	DEMOLITION DECONSTRUC	Toutes entrep.	Durée chantier
114 	Afficher aux accès du chantier la signalisation chantier interdit au public			

3.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
5	<p>AMIANTE</p> <p>Rappel des principales bonnes pratiques incombant aux acteurs du chantier lorsque l'ouvrage renferme des matériaux contenant de l'amiante (MCA) :</p> <p><u>Maître d'ouvrage (donneur d'ordre) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • communiquer tous les documents de repérage amiante (DTA, repérage avant démolition totale ou partielle, repérage avant travaux) au maître d'œuvre, aux entreprises (DCE) et au CSPS. • choisir des entreprises certifiées pour les travaux de retrait et d'encapsulage d'amiante (Travaux sous section 3) ; • choisir les entreprises certifiées pour effectuer les examens visuels et mesures d'empoussièrement vous incombant (Travaux sous section 3) ; • récupérer et conserver les bordereaux de suivi de déchets renfermant de l'amiante (BSDA) ; <p><u>Maître d'œuvre – OPC :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifier la bonne transmission des documents « amiante » aux entreprises, et la cohérence des repérages réalisés par rapport au périmètre et au contenu des travaux ; • notifier l'obligation de certification d'entreprise dans les CCTP et vérifier que les entreprises choisies sont titulaires d'une certification (travaux de démolition, encapsulage ou retrait) ; • tenir compte des délais d'instruction du plan de retrait (travaux sous section 3) ou modes opératoires (Interventions sous section 4) ; • interdire toute co-activité dans les zones de travaux provoquant l'émission de fibres. <p><u>Entreprise – sous-traitant – travailleur indépendant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • s'assurer de l'exhaustivité des repérages avant travaux et de leur cohérence par rapport au périmètre et au contenu des travaux ; • élaborer et fournir un PPSPS ainsi qu'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (Travaux sous section 3), ou des modes opératoires (Intervention sous section 4) • former ses salariés ; • évaluer le niveau d'empoussièrement des opérations ; • respecter les règles techniques liées à ses travaux ; • conditionner, stocker et évacuer les déchets amiantés selon les dispositions réglementaires et règles de l'art. • informer le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le C. SPS de tout aléa en phase de chantier. <p>Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux</p> <p><u>Diagnostic amiante avant travaux</u></p>	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p> <p>Toutes entrep.</p>		Durée chantier
9	<p>Diagnostic amiante avant travaux</p> <p>Diagnostic amiante avant travaux non communiqué au moment de la rédaction du PGCSPPS.</p>	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p>		
33	<p>PLOMB</p> <p>Diagnostic plomb avant Travaux</p> <p>Diagnostic plomb avant travaux non communiqué au moment de la rédaction du PGCSPPS.</p>	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p>		Durée chantier

RISQUE BIOLOGIQUE

39

COVID - 19

Les entreprises doivent respecter strictement les préconisations du guide de l'OPPBTP pendant toute la période de leur application et du confinement décidée par les autorités et, à défaut de pouvoir le faire, **stopper leur activité.**

Toutes entrep.

Durée de la crise sanitaire

116

Le **Guide de préconisations COVID19 de l'OPPBTP** a été mis à jour à la date du **07/06/2021(V13)**.

Par rapport à la précédente version, l'évolution du texte porte principalement sur les points suivants :

- Un nombre de jours de télétravail doit être fixé pour les activités qui le permettent par les employeurs.
- Les moments de convivialité sont organisés de préférence à l'extérieur sans dépasser les 25 personnes.
- Dans les bases vie et bungalows de chantier :
 - Lors de la prise des repas, la distance minimum d'1 mètre entre les personnes est à respecter. Néanmoins, il est préconisé de déjeuner seul ou en groupe maximum de 6 personnes venant ensemble, en respectant une distance minimale de 2 mètres entre les tables occupées sauf installation d'une paroi fixe ou amovible. De plus, le plan d'occupation des tables et des chaises ne doit pas être modifié.
 - L'aération/ventilation des locaux, naturelle ou mécanique, est à réaliser en permanence si possible et au minimum 5 minutes toutes les heures. Une ventilation de la pièce par 2 points distincts (porte et fenêtre par exemple) est à privilégier.

4

Référents Covid 19 des entreprises

Chaque entreprise **désigne** un représentant Covid 19 et définit sa mission.
Ils leur donnent également des **moyens et l'autorité** nécessaire pour réaliser à bien leur mission
Prévoir l'organisation de **réunions quotidiennes** avec l'ensemble des intervenants pour rappeler les gestes barrières et obtenir l'adhésion des salariés de l'opération.

Transmettre au coordonnateur SPS et au Maître d'Oeuvre le **nom du référent Covid 19**

Toutes entrep.

Durée de la crise sanitaire

21	<p>Accès au chantier</p> <p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage:</p> <ul style="list-style-type: none"> mettre en place si besoin un contrôle d'accès pour identifier les personnes présentes chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenants sur le chantier. les entreprises devront s'assurer quotidiennement de l'état de santé de leurs salariés et pour ce faire utiliser l'auto-questionnaire journalier de vérification de la santé du salarié établi par l'OPPBTP afin d'éviter la propagation du virus, seuls les salariés ne présentant aucun des symptômes liés à l'épidémie seront autorisés à accéder au chantier (liste des pathologies concernées consultable sur le site de l'OPPBTP). en cas de personne présentant des symptômes sur le lieu de travail : <ul style="list-style-type: none"> avertir un SST et isoler la personne dans espace séparé. faire désinfecter les locaux et équipements ayant pu être potentiellement contaminés par la personne dans les journées précédentes. participer au "Contact- tracing". cf. fiche OPPBTP. <p>Les chefs d'entreprises définiront dans leurs PPSPS, à la rubrique « risques propres », les mesures de prévention mises en œuvre pour les déplacements des salariés.</p>	<p>Référents Covid 19 des entreprises</p> <p>Tous interv.</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>
77	<p>Gestes barrières à mettre en oeuvre</p> <p>Informez les salariés de votre entreprise de cette pandémie:</p> <ul style="list-style-type: none"> organiser des réunions journalières (quart d'heure sécurité) pour faire un point sur les consignes en cours et les difficultés à les mettre en œuvre. rappeler aux personnels la nécessité d'éviter de se toucher le visage, avec ou sans gants, et sans nettoyage préalable des mains (savon liquide ou solution hydro-alcoolique) porter obligatoirement le masque dans les lieux collectifs clos sauf dérogation selon les consignes du Guide OPPBTP (cf. fiche "Adaptations et dérogations au port du masque dans les lieux clos") respecter une distance minimale entre les personnes de 1 m en cas de port du masque et 2 m en l'absence de port du masque à l'extérieur. avoir à disposition sur le chantier d'un point d'eau pour le lavage approfondi et fréquent des mains à l'eau et au savon liquide, en début de journée, à chaque changement de tâche et toutes les deux heures en cas de non port permanent des gants, après contact imprévu avec d'autres personnes ou port d'objets récemment manipulés par d'autres personnes, avec essuie-main en papier à usage unique se laver les mains avant de boire, manger et fumer tousser ou éternuer dans son coude et utiliser un mouchoir à usage unique 	<p>Référents Covid 19 des entreprises</p> <p>Tous interv.</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée de la crise sanitaire</p>

8	<p>Affichage des consignes sanitaires dans tous les points de passage</p> <p>Mettre en place les affiches OPPBTP expliquant les consignes sanitaires à mettre en oeuvre pendant la pandémie:</p> <ul style="list-style-type: none"> dans tous les lieux de vie à l'intérieur des locaux (sanitaires, réfectoires, vestiaires, salles de réunion) sur les portes extérieures de tous les locaux de vie lieux d'échanges de l'opération (tableau d'information du chantier) à proximité des points d'eau <p>En assurer l'entretien tout au long de l'opération tant que la pandémie durera</p>	Maître d'ouvrage	Durée de la crise sanitaire
75	<p>Utilisation de la base vie en période de pandémie</p> <p>L'ensemble des locaux de chantier mis à la disposition des salariés doit faire l'objet d'une surveillance accrue et respecter les règles de vie suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> planifier les heures d'arrivées et de départ des salariés pour limiter le nombre de personne dans les vestiaires. porter obligatoirement le masque dans les locaux de la base vie en respectant une distance de sécurité minimale de 1 m (seule exception : prise des repas dans le réfectoire cité ci-dessous). organiser les ordres de passage et d'occupation des locaux vestiaires, réfectoires, etc... lors de la prise des repas, garantir la distance de sécurité de 2 m dans les réfectoires ou mettre en place des écrans de séparation. il est possible d'aménager un espace de restauration extérieur pour la prise des repas les jours de beau temps. les personnels de bureau sur le chantier, peuvent prendre leur repas sur le poste de travail, à condition que les règles de distance et d'hygiène soient respectées. 	<p>Référents Covid 19 des entreprises</p> <p>Toutes entrep.</p>	Durée de la crise sanitaire
71	<p>Consommables Covid 19 base vie</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des distributeurs de gel ou de solution-hydro alcoolique aux entrées des locaux (réfectoires, sanitaires, vestiaires, salle de réunion) Mettre à disposition du produit de nettoyage ou un désinfectant dans les toilettes Organiser l'approvisionnement journalier des distributeurs de savon liquide, papiers essuie mains, gel hydro alcoolique, lingettes Vérifier plusieurs fois par jour que les consommables sont présents et en quantité suffisante Enfermer tous les déchets de type masques et gants jetables, essuie-mains usagés, lingettes... dans des sacs étanches éliminés via la flière des ordures ménagères (dans le cas de déchets susceptibles d'être contaminés par une personne malade, utiliser des double sacs entreposés 24 h avant élimination). 	<p>Référents Covid 19 des entreprises</p> <p>Toutes entrep.</p>	Durée de la crise sanitaire

60	<p>Nettoyage de la base vie pendant cette période de pandémie</p> <ul style="list-style-type: none"> Planifier le nettoyage et la désinfection des réfectoires (micro ondes, réfrigérateurs, fontaines à eau ...) entre deux services Assurer un nettoyage et une désinfection quotidienne de la base vie par la mise en place d'une équipe de nettoyage formée, équipée des EPI réglementaires – privilégier l'intervention d'entreprise spécialisée Prévoir un nettoyage toutes les deux heures maxi des surfaces de contact les plus usuelles (poignées de porte, rampes escalier, fenêtres, toilettes y compris toilettes mobiles, et toute autre équipement où l'on peut poser les mains...) Aérer les locaux au moins deux fois par jour. <p>véhicules, engins de chantier, outillages</p>	Référents Covid 19 des entreprises Toutes entrep.	Durée de la crise sanitaire
66	<p>Rappeler qu'en cas d'une utilisation partagée d'un véhicule, d'un engin ou d'outillage:</p> <ul style="list-style-type: none"> prévoir la désinfection des surfaces de contact entre utilisateurs (volant, boutons de commande, poignée de changement de vitesse...) la mise à disposition de lingettes désinfectantes et de gel ou de solution hydro alcoolique, le port du masque est obligatoire en cas d'utilisation partagée du véhicule. définir et appliquer une procédure de nettoyage/désinfection régulière du véhicule. 	Référents Covid 19 des entreprises Toutes entrep.	Durée de la crise sanitaire
28	<p>Planification</p> <p>Adapter la planification selon nécessité de manière à éviter les coactivités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc..., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés:</p> <ul style="list-style-type: none"> le nombre d'entreprises ou les horaires d'activités du chantier seront modifiés en conséquence; le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc.... lors de la reprise d'activité après plus de 5 jours d'inoccupation d'un local, il n'est pas nécessaire de procéder à une désinfection des locaux, le protocole habituel de nettoyage suffit conformément aux préconisations du Guide technique. 	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée de la crise sanitaire

72	<p>Règles générales de prévention applicables par tous les intervenants</p> <p>Sur les chantiers en intérieur (lieux collectifs clos), le port du masque est obligatoire ainsi que la distanciation de 1 m minimum.</p> <p>Les chantiers répondant aux définitions suivantes sont considérés comme des lieux collectifs clos :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chantiers clos et couverts, à partir du moment où toutes les menuiseries extérieures sont posées, par niveau ou en totalité ; dans ce cas, les dérogations prévues par le Guide OPPBTP sont applicables. • Interventions dans des locaux occupés (bureaux, base vie, ets en activité ...). <p>Sur les chantiers en extérieur, le port du masque n'est pas obligatoire, sauf en cas de travail à moins de 2 m d'une autre personne ou de doute sur la possibilité d'organiser le travail pour respecter la distance minimale de 2 m, ou de regroupement. Il s'avère obligatoire à moins de 2 m en respectant également une distanciation minimum de 1 m.</p> <p><u>Nota</u> : des arrêtés municipaux, préfectoraux ..., peuvent rendre obligatoire le port du masque dans certains espaces publics (centre ville par exemple). En cas de chantier clos séparé de l'espace public par une palissade, par exemple, le port du masque n'est pas obligatoire.</p> <p>Les personnels doivent être formés à l'utilisation des masques (durée de port, procédure de mise en œuvre et de retrait selon le type de masque employé...).</p> <p>En cas de fortes chaleurs, privilégier la distanciation entre les personnels afin de limiter le port du masque, et prévoir des temps de repos réguliers ainsi que l'approvisionnement en boisson fraîche.</p> <p>En cas d'intempéries, l'association d'un écran facial ou d'une visière est recommandée pour protéger le masque de la pluie.</p> <p>Postes de travail</p> <p>Mettre mise à disposition des salariés le matériel suivant et en quantité suffisante à tous les postes de travail:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. essuie main papier jetable 2. gel hydro-alcoolique en complément 3. savon liquide + eau 4. lingettes désinfectantes 5. produit de nettoyage ou désinfectant approprié (FDS à détenir) 6. Sacs à déchets étanches <p>Trousses de secours Covid 19</p> <p>Compléter les trousse de secours de kit d'intervention de première urgence (lunettes, masques chirurgical ou FFP2, combinaison jetable, gants latex), Préparer avec les référents Covid 19 les modes opératoires d'accueil des secours pour éviter les regroupements de personne et ne pas contaminer les secouristes.</p> <p>Que faire si un salarié présente des symptômes évocateurs de la maladie COVID-19?</p> <p>En cas de symptômes évocateurs survenant sur le lieu de travail, l'organisation de la prise en charge doit être mise en œuvre, la procédure doit être affichée et connue de tous. (annexe du guide)</p>	<p>Référents Covid 19 des entreprises</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée de la crise sanitaire</p>
46	<p>Mettre mise à disposition des salariés le matériel suivant et en quantité suffisante à tous les postes de travail:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. essuie main papier jetable 2. gel hydro-alcoolique en complément 3. savon liquide + eau 4. lingettes désinfectantes 5. produit de nettoyage ou désinfectant approprié (FDS à détenir) 6. Sacs à déchets étanches 	<p>Référents Covid 19 des entreprises</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée de la crise sanitaire</p>
34	<p>Trousses de secours Covid 19</p> <p>Compléter les trousse de secours de kit d'intervention de première urgence (lunettes, masques chirurgical ou FFP2, combinaison jetable, gants latex), Préparer avec les référents Covid 19 les modes opératoires d'accueil des secours pour éviter les regroupements de personne et ne pas contaminer les secouristes.</p>	<p>Référents Covid 19 des entreprises</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée de la crise sanitaire</p>
53	<p>Que faire si un salarié présente des symptômes évocateurs de la maladie COVID-19?</p> <p>En cas de symptômes évocateurs survenant sur le lieu de travail, l'organisation de la prise en charge doit être mise en œuvre, la procédure doit être affichée et connue de tous. (annexe du guide)</p>	<p>Référents Covid 19 des entreprises</p> <p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée de la crise sanitaire</p>

4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
22	CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES			
	Interférences <u>Avec les piétons</u> Circulation des véhicules des entreprises limitée aux chargement/déchargement dans l'emprise du chantier, Les piétons sont prioritaires sur la circulation routière.	Toutes entrep.		Durée chantier
84	MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention : - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.	DEMOLITION DECONSTRUC ETANCHEITE ISOLATION		Durée chantier

4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
85	EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis. Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment. Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.	DEMOLITION DECONSTRUC ETANCHEITE ISOLATION		Durée chantier
86	Nature et tenue du sol APAVE conseille de définir une zone de patinage de la grue mobile avant réalisation du chantier en cohérence avec la nature, la résistance des sols.	Maître d'oeuvre		Avt arriv. Ent
112	Interférence de grues Rechercher en priorité une implantation des grues garantissant une utilisation sans interférence. En cas d'impossibilité, faire équiper chaque grue d'un dispositif de gestion des interférences. Faire tester et contrôler ce dispositif par une personne compétente. Lorsque plusieurs grues sont nécessaires simultanément pour lever une charge, une procédure sera établie et jointe au PPSPS de l'entreprise commanditaire. En annexe un formulaire OPPBTP relatif à la mise en oeuvre d'un dispositif anticollision entre grues et nacelles	Entrep. concernée		Durée chantier
15	MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.	Toutes entrep.		Durée chantier

4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
24	APPROVISIONNEMENTS Livraisons - Approvisionnement Préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant. Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison.	Toutes entrep.		Durée chantier
19	STOCKAGES Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile). Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit. Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.	Toutes entrep.		Durée chantier
17	Produits inflammables Le stockage de produits inflammables est interdit sur et dans l'établissement en activité.	Toutes entrep.		Durée chantier

4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
58	EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied. Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...). Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.	Toutes entrep.		Durée chantier

87	<p>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX</p> <p>Amiante</p> <p>Etiqueter les déchets «amiante», avec le symbole réglementaire «a », quel que soit leur conditionnement. Transporter les déchets amiantés hors du lieu de travail aussitôt que possible dans des emballages appropriés et fermés, et les stocker à l'abri des intempéries. Les déchets amiantés de toute nature doivent être traités de façon à ne pas provoquer d'émission de poussières pendant leur manutention, leur transport, leur entreposage et leur stockage. Etablir les bordereaux de suivi des déchets d'amiante pour chaque chargement. Ils doivent accompagner les déchets jusqu'à destination finale. Ces bordereaux devront être transmis au maître d'ouvrage.</p>	Entrep. concernée		Durée chantier
----	--	-------------------	--	----------------

4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
29	<p>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</p> <p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier

30	<p>UTILISATION DES ACCES TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC - MESURES GENERALES</p> <p>Les accès temporaires qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils,...etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>		Entrep. concernée	Durée chantier
41	<p>Montage, démontage, transformation</p> <p>L'accès et l'utilisation des tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, durant les phases de montage, de démontage et de transformation sont réservés aux seuls professionnels désignés pour réaliser ce travail. Condamner tous les accès à chaque équipement par un dispositif matériel interdisant son utilisation. Compléter ce dispositif par des panneaux informant du danger et rappelant l'interdiction d'accès aux personnes non autorisées.</p>	Toutes entrep.		
3	<p>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES</p> <p>Rappel : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique.</p> <p>Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement, afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs.</p> <p>La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation.</p> <p>Toute personne constatant une anomalie, une déféctuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.</p>	ELECTRICITE	Tous interv.	Durée chantier
1	<p>Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique</p> <p><u>Panne, anomalie, déféctuosité</u></p> <p>Il est interdit d'intervenir sur l'installation électrique de chantier si l'on n'est pas titulaire d'une habilitation délivrée par son supérieur hiérarchique et désigné pour cela. En cas de panne, d'anomalie, de déféctuosité, les personnels habilités et désignés par l'entreprise chargée de la surveillance et la maintenance de l'installation électrique sont seuls habilités à intervenir. L'utilisateur qui constate une panne, anomalie, ou déféctuosité dans le fonctionnement de l'installation électrique, doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique et l'entreprise chargée de la surveillance et la maintenance.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier

4.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
14	UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un même équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.	Toutes entrep.		Durée chantier
88	MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION Utilisation de la grue Etablir une convention de mise à disposition de cet équipement, mentionnant, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier : - la date de mise à disposition - la durée du prêt - les consignes de mise en oeuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter - les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt - les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir - tout document utile à la mise en oeuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc...	Entrep. concernée		Durée chantier

4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES			
26	Projection de matières Lorsque des travaux présentant des risques de projection sont accomplis sur un chantier, mettre en oeuvre des systèmes anti-projection. A défaut d'écrans protecteurs, délimiter et signaler convenablement les zones dangereuses. Porter obligatoirement des lunettes de sûreté pour tous travaux sur des matériaux durs susceptibles de produire des éclats.	Toutes entrep.		Durée chantier
44	Travaux par point chaud Lorsque des travaux de soudure sont accomplis sur le chantier, mettre en oeuvre des écrans de protection. Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étancheur) uniquement au personnel spécialisé. Fournir les équipements spécifiques. Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail. Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement. S'assurer que les canalisations souples d'oxygène et d'acétylène sont munies de clapets anti-retour disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum). Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur. Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées. Demander un permis de feu au Maître d'ouvrage pour tous travaux par point chaud.	Entrep. concernée Maître d'ouvrage		Durée chantier
	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING			
56	La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....	Maître d'oeuvre		Durée chantier
89	Interventions simultanées Mettre en place les mesures de protections collectives nécessaires pour garantir la sécurité des autres intervenants. Les entreprises présentes veillent à ne pas exporter les risques générés par leur intervention vers les autres corps d'état, dans l'impossibilité technique, les travaux dans le même espace et dans le même temps ne sont pas autorisés.	Toutes entrep.		Durée chantier
47	<u>Travaux superposés</u> Interdire les travaux superposés. Les interventions des entreprises seront décalées dans le temps et ou l'espace.	Toutes entrep.		Durée chantier

90	Interventions successives Les entreprises prennent toutes dispositions suffisantes et adaptées pour ne pas laisser de risque résiduel à leur intervention sans la mise en oeuvre de mesures de prévention compensatoire et de protections collectives adaptées. Mettre en place les mesures de protection collective nécessaires à la prévention des risques pour les intervenants à venir	Toutes entrep.		Durée chantier
59	PORT DES E.P.I. Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).	Toutes entrep.		Durée chantier
91	RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES Qu'il s'agisse d'opérations de retrait / encapsulage ou bien d'interventions sur des matériaux, équipements, matériels, articles susceptibles d'émettre des fibres d'amiante, et afin d'éviter tout risque de co-activité, les moyens adaptés seront mis en œuvre par l'entreprise afin de réduire au niveau le plus bas techniquement possible la durée et le niveau d'exposition des intervenants, et garantir l'absence de pollution des bâtiments, structures, installations dans lesquels ou dans l'environnement desquels sont réalisées les opérations. Ces moyens comprennent : <ul style="list-style-type: none"> Des techniques et modes opératoires de réduction de l'empoussièrement : travail robotisé en système clos, imprégnation à cœur des matériaux (agents mouillants), démontage d'éléments, déconstruction. Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres à l'extérieur de la zone des opérations : moyens de décontamination appropriés, et procédures de décontamination. Le contrôle de l'empoussièrement grâce à un programme de mesures destinées à vérifier en permanence, dans toutes les zones de travaux, que le niveau d'empoussièrement ne dépasse pas les seuils prescrits par la réglementation. Ce programme de mesures est détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE – Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4). 	Entrep. concernée		Durée chantier
92	Moyens de protection collective Mettre en œuvre les moyens de protection collective destinés à : <ul style="list-style-type: none"> - L'abattage des poussières ; - L'aspiration des poussières à la source ; - La sédimentation continue des fibres en suspension dans l'air ; - La décontamination des intervenants, matériels, installations, équipements. En assurer l' entretien et faire procéder périodiquement aux vérifications prescrites par la réglementation.	Entrep. concernée		Durée chantier

93	<p>Signalisation de la zone de l'opération - Interdiction d'accès</p> <p>Mettre en place et entretenir une signalisation efficace de la zone de travaux amiante mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'interdiction absolue d'accéder à toute personne non concernée par les travaux sur l'amiante, - Le niveau d'empoussièrement estimé, - Les EPI obligatoires. <p>Mettre en place et entretenir une condamnation de son accès par des dispositifs matériels.</p>	Entrep. concernée		Durée chantier
51	<p>Découverte d'amiante en cours de travaux</p> <p>En cas de découverte de matériau laissant un doute quant à la présence d'amiante, l'entreprise <u>avertira immédiatement</u> la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre afin de faire réaliser les prélèvements complémentaires s'avérant nécessaires. Le Coordinateur SPS sera informé de cet aléa de chantier. La zone concernée sera correctement balisée avec la mise en place d'une signalétique ("DANGER AMIANTE") interdisant tous travaux dans cette zone.</p>	Maître d'ouvrage Toutes entrep.		Durée chantier
94	<p>Amiante conservé</p> <p>Les éléments conservés ou encore en place durant certaines phases seront identifiés clairement avant le démarrage des travaux par un marquage bien visible et lisible : "DANGER AMIANTE"</p>	Entrep. concernée		Durée chantier
95	<p>RISQUES LIES A L'AMIANTE: ENCAPSULAGE OU RETRAIT Y COMPRIS AVANT DEMOLITION (Travaux sous section 3)</p> <p>Plan de démolition, encapsulage ou retrait</p> <p>Transmettre au coordonnateur le plan de retrait approuvé, qui sera intégré dans le PPSPS. Respecter les mesures de prévention définies dans le plan de retrait.</p>	Entrep. concernée		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
96	<p>RISQUES LIES A L'AMIANTE: INTERVENTION SUR LES MATERIAUX, EQUIPEMENTS, MATERIELS, ARTICLES SUSCEPTIBLES DE PROVOQUER L'EMISSION DE FIBRES (Interventions sous section 4)</p> <p>Rappel des principales dispositions applicables à tous types d'ouvrages (bâtiment, route, autoroute, voie ferrée, canalisation, équipement, etc...) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le personnel intervenant sera formé et recyclé. - L'évaluation des risques et le mesurage des empoussèlements seront effectués par l'entreprise conformément aux dispositions de l'article R.4412.126 du code du travail. - Pour chaque processus de travail, une personne qualifiée de l'entreprise établira un mode opératoire, et le transmettra, ainsi que ses mises à jour, aux organismes de prévention du lieu de l'établissement, ainsi qu'aux organismes du lieu de l'intervention (Inspection du travail, CARSAT, OPPBTP). <p>Pour les interventions supérieures à 5 jours, l'entreprise transmettra en outre à l'inspecteur du travail, la CARSAT et l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le lieu, la date de commencement et la durée de l'intervention ; - La localisation de la zone à traiter et la description de l'environnement de travail ; - Le DTA et les rapports de repérages avant travaux ; - La liste des intervenants, avec indication de la date de délivrance des attestations de compétence, et des visites médicales ; - La liste des secouristes affectés au chantier et la date de validité de leur formation. 	Entrep. concernée		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

25	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.	Entrep. concernée		Durée chantier
97	Pose et dépose de protections collectives Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage,). En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives. Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives. L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
98	Protections périphériques Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins : - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps - Une main courante - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être >50cms	ETANCHEITE ISOLATION		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
99	Protection contre les risques de chute à travers les couvertures en matériaux fragiles Après évaluation des risques, des échafaudages, plates-formes de travail, planches ou échelles de couvreur, seront mis en place, dans les conditions fixées par le code du travail, pour éviter de prendre directement appui sur les matériaux fragiles. Les moyens mis en œuvre et les modes opératoires utilisés afin de déplacer ces dispositifs au fur et à mesure de l'avancement des travaux sans que les travailleurs aient à prendre directement appui sur la couverture, seront décrits dans le PPSPS de l'entreprise.	DEMOLITION DECONSTRUC ETANCHEITE ISOLATION		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
100	Conditions atmosphériques défavorables Il est interdit de travailler sur des toits rendus glissants par les circonstances atmosphériques, sauf s'il existe des dispositifs de protection installés à cet effet.	Toutes entrep.		Durée chantier

101	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs. Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.	Toutes entrep.		Durée chantier
102	Consignes d'utilisation des PEMP Tenir à disposition des organismes de prévention et du CSPS, sur le chantier, les autorisations de conduite ainsi que le dernier rapport de vérification de l'équipement et sa notice. - Baliser la zone d'évolution de la PEMP ainsi que la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail - Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP. - Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise. - Il est interdit de sortir du panier de la nacelle, à l'exception des PEMP adaptées et conformes à cette disposition. - Prévoir la présence au sol d'un opérateur supplémentaire pour alerter les secours en cas de besoin et assurer la surveillance de l'environnement	Entrep. concernée		Durée chantier
103	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR NECESSITANT LE PORT D'UN E.P.I. SPECIFIQUE Lorsque des dispositifs de protection collective contre les risques de chute de hauteur ne peuvent être mis en œuvre, la protection des travailleurs doit être assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant les effets d'une chute de plus grande hauteur. Dans ce cas : - La formation à l'utilisation de l'EPI est obligatoire - L'intervenant ne doit pas travailler seul : un surveillant sera obligatoirement prévu afin de secourir l'intervenant dans un temps compatible avec la préservation de sa santé, - Les EPI feront l'objet de vérifications périodiques - L'employeur doit préciser dans une notice, les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en œuvre de l'EPI ainsi que les modalités de leur utilisation.	Toutes entrep.		Durée chantier
40	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHE PIEDS Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention	Toutes entrep.		Durée chantier
104	Echelles Faire reposer les appuis des échelles sur des supports stables, résistants et de dimension adéquate afin de demeurer immobiles. Fixer les échelles dans la partie supérieure ou inférieure de leurs montants, ou les maintenir en place au moyen de tout dispositif antidérapant ou par toute autre solution d'efficacité équivalente. Faire dépasser les échelles d'au moins 1 mètre le niveau d'accès.	Entrep. concernée		Durée chantier

73	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique. En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative. Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.	Entrep. concernée		Durée chantier
68	TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : <ul style="list-style-type: none"> • en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, • en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, • en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, • en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , • en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail. 	Toutes entrep.		Durée chantier
106	Point particulier APAVE conseille d'installer des protections collectives tels que des auvent sur les zones de circulation à l'accès de l'établissement en activité.	DEMOLITION DECONSTRUC Maître d'oeuvre		Ph. préparation
105	Travaux incompatibles Prendre des mesures de planification de manière à éviter la co-activité liées à ces travaux incompatibles. Réserver des zones de travaux de manière à isoler les postes de travail générateurs de risques de co- activité. Signaler les zones dangereuses et interdire leur accès par des dispositifs matériels.	Entrep. concernée		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
76	TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES Nuisances dues au bruit : Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. Nuisances dues aux poussières : Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. En cas d'impossibilité : <ul style="list-style-type: none"> • ventiler les locaux hors d'air. • humidifier les matériaux ou le sol. • aspirer les poussières à la source. 	Entrep. concernée		Durée chantier

65	RISQUES LIES A LA STABILITE DES OUVRAGES EN PHASE PROVISOIRE Démolition/ déconstruction/ réhabilitation impliquant les structures porteuses Il n'est pas présenté d'intervention impliquant la stabilité des structures porteuses au moment de la rédaction du PGCSPS. Si cette situation devait évoluer, l'entreprise détaille dans un mode opératoire les mesures mises en oeuvre afin d'assurer la stabilité de l'ouvrage.			Durée chantier
2	RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES Les travaux susceptibles de générer des risques de maladies professionnelles seront indiqués dans le PPSPS de l'entreprise. Le guide des maladies professionnelles est consultable sur le site de l'INRS.	Toutes entrep.		Durée chantier
107	TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS (Arrêté du 25/02/2003) Risque de chute de plus de 3 m. La prévention du risque de chute de hauteur est une priorité, le chantier doit être organisé afin d'éviter les risques. APAVE demande la mise en place de mesures de prévention compensatoires avant la dépose des protections collectives existantes. Mode opératoire à communiquer avec le PPSPS.	Toutes entrep.		Ph. préparation
108	Utilisation d'appareils de levage de capacité > 60 t.m (grues mobiles, à tour,...) <u>Le choix de la grue dépend :</u> - des charges à lever, - de l'environnement (hauteur, vent, établissement en activité, ...), - des interférences avec l'établissement, - des zones d'interdiction de survol en charge - de la nature du sol <u>Pour mémoire :</u> Il est interdit de circuler sous les charges, Il est interdit de stationner, déplacer des charges au-dessus du personnel	DEMOLITION DECONSTRUC		Avt arriv. Ent

5. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

5.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
38	DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier. En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire, le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.	Toutes entrep.		Durée chantier
62	Matérialisation des zones dangereuses Matérialiser les zones présentant un risque pour la sécurité ou la santé des occupants. Mettre en place une signalétique adaptée caractérisant la nature du risque : <ul style="list-style-type: none"> • panneaux attention DANGER de MORT • panneaux attention COURANT ELECTRIQUE • panneaux attention TREMIERES • panneaux attention MONTAGE (préciser) EN COURS • protection mécanique au sol le long du cheminement des câbles électriques. Compléter la signalisation, le balisage par des mesures d'éloignement lorsque le risque ne peut pas être évité.	Toutes entrep.		Durée chantier
35	Cloisonnement Point vu en réunion du 16/04/2021: Le titulaire du lot DEMOLITION DECONSTRUCTION mettra en place avant le démarrage des travaux, des cloisons séparatives ou des protections provisoires nécessaires à garantir la sécurité des personnes et à respecter les règles de sécurité de l'établissement. Ces travaux feront l'objet d'une réunion de travail avec le responsable de l'établissement et la Maîtrise d'Ouvrage pour définir : <ul style="list-style-type: none"> • le choix des matériaux, • l'heure de mise en place ou dépose, • le lieu exact, • les modalités de travail dans les zones concernées, • l'impact sur les réseaux • etc... Cloisons séparatives du type : <ul style="list-style-type: none"> • en bois • en placoplâtre Protections provisoires du type : <ul style="list-style-type: none"> • film plastique ou carton sur le mobilier • protection des sols (bois, moquettes ..) • écran PVC lors des travaux de découpe • autre 	DEMOLITION DECONSTRUC		Ph. préparation

115	Mise en place d'un cloisonnement étanche aux poussières pour séparer l'établissement du chantier.			Ph. préparation
109	RESPONSABILITE TRAVAUX EN SITE OCCUPE Tout accès par d'autres itinéraires que ceux prescrits dans le plan d'installation de chantier sont strictement interdits. <ul style="list-style-type: none"> Les entreprises intervenantes rappelleront à leurs salariés que l'accès dans les bâtiments existants est formellement interdit en dehors des heures de travail. Le responsable de chaque entreprise rappellera à son personnel, l'interdiction de pénétrer dans les zones autres que celles affectées au déroulement du chantier. Les éventuels travaux devant s'effectuer dans le bâtiment en site occupé (raccordement électriques, eau etc.) se feront obligatoirement en liaison avec les responsables du site, la Maîtrise d'Ouvrage et après établissement de consignes particulières. 	Toutes entrep.		Durée chantier
110	DANGERS SPECIFIQUES : ADAPTATION MATERIELS, INSTALLATIONS, MODALITES D'INTERVENTION Emission de rayonnements <u>Rayonnements électromagnétiques</u> <u>Réunion/visite du 16/04/2021 :</u> Nous observons la présence d'équipements susceptibles d'émettre des rayonnements électromagnétiques, en toiture et à proximité du chantier. APAVE conseille de faire évaluer le risque d'exposition aux champs électromagnétiques avant la phase de réalisation du chantier.	Maître d'oeuvre		Ph. préparation
37	Risque énergies / réseaux <u>Réunion du 16/04/2021 :</u> Nous observons la présence d'énergies et de réseaux dans l'emprise du chantier, Nous demandons la consignation et la purge des énergies résiduelles des réseaux présents dans l'emprise du chantier, dans l'éventualité où il est techniquement impossible de procéder à la consignation des réseaux les entreprises prévoient la mise en place de protections mécaniques adaptées.	Entrep. concernée Etab. en activité Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage		Ph. préparation
111	DOCUMENTS ET CONSIGNES REMIS PAR LE CHEF D'ETABLISSEMENT EN ACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER Procédures <u>Permis de feu</u> Nous communiquer la procédure de "permis de feu" dont la mise en oeuvre par les entreprises réalisant des travaux par points chauds, est rendue obligatoire.	Etab. en activité Maître d'oeuvre		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

6. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

6.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
13	APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS Numéros d'appel d'urgence - Travaux en site occupé Appliquer les consignes générales de sécurité de la BAN de LANVEOC, non communiquées au moment de la rédaction du PGCSPS.	Toutes entrep.		Durée chantier
31	SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS Trousse des premiers soins Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer le premiers soins à une personne blessée. Une trousse de premier secours doit être à disposition, sous la responsabilité d'une personne formée au Sauvetage Secourisme du Travail.	Toutes entrep.		Durée chantier
11	TRAVAILLEURS ISOLES Rappel : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens d'éviter ces situations de travail. En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise définira dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)	Toutes entrep.		Durée chantier

7. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1. MODALITÉS DE COOPÉRATION : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
52	MODALITÉS PRATIQUES DE COOPÉRATION ENTRE LES INTERVENANTS <u>Art. L. 4121-5.</u> Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : <ul style="list-style-type: none"> de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants. 	Toutes entrep.		Durée chantier
64	MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'oeuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "prénom.nom" correspond au prénom et au nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.	Toutes entrep.		Durée chantier
55	PPSPS Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.		Durée chantier
49	INSPECTION COMMUNE Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.	Toutes entrep.		Durée chantier

8. ANNEXES

8.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

8.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	ESID DE BREST BCRM de Brest - CC16 - 29240 BREST CÉDEX 9 France		0298148183
Conducteur d'opération	ESID DE BREST BCRM de Brest - CC16 - 29240 BREST CÉDEX 9 France	M. SENECHAL Jean-charles	0298148183 0676941751 jean-charles.senechal@intradef.gouv.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE NORD OUEST SAS - Brest 37 avenue du Baron Lacrosse ZAC de Kergaradec CS 80166 29803 BREST CEDEX 9 France	M. CHIPPAUX DAVID	0298101560 0611855427 0298025519 david.chippaux@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE NORD OUEST SAS - Brest 37 avenue du Baron Lacrosse ZAC de Kergaradec CS 80166 29803 BREST CEDEX 9 France	M. CHIPPAUX DAVID	0298101560 0611855427 0298025519 david.chippaux@apave.com

8.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	INSPECTION DU TRAVAIL DANS LES ARMEES Le Château de Brest CC 33 29240 BREST CEDEX 9 France	M. DUFOUR Pascal	0298220517 0298220633 pascal-p.dufour@intradef.gouv.fr
DDTEFP	INSPECTION DU TRAVAIL DANS LES ARMEES BCRM Antenne de BREST CC 33 29240 BREST CEDEX 09 France	M. PAILLER MATHIEU	mathieu.pailier@intradef.gouv.fr
CRAM	CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE 236 rue de Châteaugiron 35030 RENNES CÉDEX France		0223356655 0299267048 drp.btp.carrieres@carsat-bretagne.fr
OPPBTP	ORGANISME PROFESSIONNEL DE PRÉVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS 18-20 rue Bahon Rault 35000 RENNES France	Mme MIQUEL Sylvie	0299382988 0612668609 0299633345 sylvie.miquel@oppbtp.fr

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

8.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

8.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

8.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	DEMOLITION DECONSTRUCTION	<i>Non désigné</i>							
02	ETANCHEITE ISOLATION	<i>Non désigné</i>							
03	ELECTRICITE	<i>Non désigné</i>							

8.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Attention : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale liée aux travaux envisagés au titre de la présente opération). Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, etc... .

8.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Attention : l'ouvrage est susceptible de contenir du plomb. L'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant du plomb n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage. Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer du plomb, générant un risque d'inhalation de poussières de plomb tels que : démolition même partielle, découpe, percement, grattage, ponçage, meulage, etc...

8.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

8.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

8.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

8.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

PLAN PARTICULIER SIMPLIFIE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Tous les entrepreneurs, indépendants compris, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération
- des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en oeuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS est tenu à jour durant le chantier : il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes résultant de l'inspection.

Chaque entreprise intervenante devra diffuser son PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffusera son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (Ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs, ou laissera en consultation sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.

8.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES**Fichier(s) en annexe**

Formulaire VTT - Anticollision grues à tour, mobiles et nacelles (1)

ANNEXE

FORMULAIRE OPPBTP

ANTICOLLISION GRUES À TOUR, MOBILES ET NACELLES

Argumentaire: Le système AGS mis en place sur le chantier de sécurisation de Notre-Dame de Paris a permis de gérer et prévenir les risques de collision entre grue à tour, grues mobiles et nacelles intervenant à proximité.

Fabricant: AGS

📍 7 rue Jean Perrin 69740 Genas

🌐 <http://www.ags-btp.com/fr/>

Contexte

Les travaux nécessitaient une grue à tour 80 m, 3 grues mobiles et 3 nacelles 70m et 90 m dans une zone très réduite, avec une grande proximité des équipes pour le démantèlement de l'échafaudage sinistré.

Il a fallu développer et tester un nouveau dispositif intégrant tous les équipements pour sécuriser les opérations.



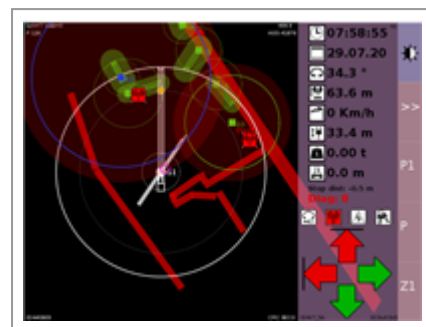
Description

Tous les engins sont équipés d'un système anti-collision et sont dotés à minima d'un automate de sécurité, d'un modem radio en fréquence dédiée, d'un ensemble de capteurs de mesures.

Seules la grue à tour et les grues mobiles sont équipées d'un écran de contrôle « grutier »

INNOVATION TECHNOLOGIQUE :

- Les grues mobiles sont équipées de GPS RTK.
- Première mondiale : les nacelles sont équipées de capteurs permettant de repérer les engins dans l'espace en 3D. La nacelle est un engin de sécurité prioritaire, elle doit être libre de tout mouvement. A l'inverse, le moufle de la grue à tour est maintenu à distance des nacelles et ne peut en aucun cas survoler celle-ci.



Conditions de travail



Appropriation

Appropriation des grutiers nécessaire



Communication/Coordination

Coordination entre les différents conducteurs d'engin et la personne qui planifie les levages



Utilisation / Contrôle et exigence de la tâche

Le système anti-collision n'est qu'une aide à la conduite, l'utilisation de plusieurs engins en simultané nécessite une forte attention des conducteurs



Retour de l'utilisateur

Les grutiers se sont rapidement appropriés le système.

L'équipement a rapidement été vu comme sécurisant par les équipes travaillant sur échafaudage ou nacelle à proximité de la grue à tour (caméra, vitesse réduite en approche, respect des distances...).

Une procédure de débrayage du système a été mise en place pour les cas où les distances ne pouvaient pas être respectées et ne pas bloquer les opérations.

Domaine: Machine, transport, manutention, levage

Types fiche: Matériel

Thèmes:

- Grue à tour
- Grue mobile
- PEMP

Métiers: Métier gros oeuvre génie civil

Contact

Foreau Aurélie - aurelie.foreau@oppbtp.fr